■Santé

Comment et pourquoi les gens tombent-ils malades ? Des explorateurs de santé durable vont enquêter



Mercredi à la Mutuelle des Pays de Vilaine : création d'un comité local d'acteurs de la santé.

Mercredi après-midi à la Mutuelle des Pays de Vilaine, une trentaine de personnes a participé à la mise en place d'un "comité local d'acteurs de la santé". Sa mission : établir un diagnostic et imaginer une nouvelle feuille de soins, selon les grand principes de la promotion d'une santé durable.

Comment ? En allant par exemple chercher en dehors de l'hôpital et du laboratoire, les raisons de telle maladie ou de tel accident de la vie.

Cette action novatrice s'inscrit dans le cadre d'un programme initié par la Mutuelle des Pays de Vilaine intitulé : "Agir sur les déterminants sociaux en Pays de Redon-Bretagne Sud : une recherche interventionnelle sur le déploiement d'une stratégie locale de réduction des inégalités face au cancer."

COMBATTRE LES INÉGALITÉS SOCIALES DE SANTÉ

« Dans la promotion de la santé on va au delà de la prévention, en essayant de trouver la cause de la cause», souligne le chercheur Eric Breton (cf encadré).

Autrement dit, si empêcher une personne de boire pour éviter un accident de la route est nécessaire (prévention) cela n'est pas suffisant. Il faut tenter de comprendre pourquoi elle s'alcoolise.

DIVERSITÉ DES ACTEURS DE SANTÉ

Dans cette prospection en amont, les nouveaux "explorateurs de santé durables" vont alors poser leur loupe sur différents espaces (domicile, quartier, commune, usine, école, bureau, moyens de transports...) et pratiques (culturelle, sportive, alimentaire...) dont la qualité va impacter le bien être des hommes. «Il faut agir sur ces "déterminants sociaux et environnementaux", bien avant la naissance d'un enfant. Lutter contre les inégalités sociales de santé, face au cancer par exemple : cela devrait être le but premier d'une politique de santé publique.»

La santé n'intéresse donc pas que les blouses blanches. La diversité socio-professionnelle des personnes présentes lors de cette première réunion fondatrice, répond bien à la démarche transversale et systémique qui guide cette politique de promotion de la santé.

Ce jour là, il y avait bien sûr des médecins autour de la table, mais également des psychologues, un éducateur sportif, des responsables associatifs, la directrice d'une école d'aide-soignante, des animatrices d'un centre de formation et de la mission locale, une enseignante, des élus locaux, et même un libraire, tous réunis par le même désir de participer



Eric Breton.

à cette expérimentation. «Arrivé en fin de carrière, j'aimerais enfin comprendre pourquoi les gens entraient malades dans mon cabinet», lance Alain Saurat, médecin et conseiller général du Grand-Fougeray. La même humilité habite son collègue redonnais

Gilles Chatel. «Non seulement les problèmes ne sont pas résolus mais ils s'aggravent, et de nouveaux apparaissent, liés notamment aux intrants dans l'alimentation ».

J.F.

■Explications sur le programme ■

➤ 2012-2015. Ce programme qui vient d'être lancé va durer six ans. Il va démarrer par une première phase de diagnostic des besoins et se poursuivre par une formation des acteurs en fonction de ce diagnostic. Ainsi, différentes rencontres avec telle ou telle catégorie de la population (jeunes, chômeurs, retraités...) sont prévues...

➤ Porteurs du projet. La mutuelle des Pays de Vilaine (Mpv) et l'école des hautes études en santé publique (EHESP) de Rennes qui ont passé une convention en 2011

Les deux chevilles ouvrières sont Marie-René Briand, directrice de la mutuelle : « Les mutuelles ne doivent pas être des "payeurs aveugles" derrière la Sécu. Nous voulons agir au delà du remboursement des soins de maladie.» Et Eric Breton, Canadien, directeur de la Chaire de promotion de la santé à

l'EHESP: « Vos projets ont déjà des échos sur la scène internationale.» Deux autres partenaires participent au programme : l'Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé (IREPS) et l'animation territoriale de santé (ATS).

Ces quatre partenaires (MPV, EHESP, IREPS et ATS) composent le comité de pilotage de l'opération. A noter enfin que l'institut national du cancer (INCA) soutien financièrement ce programme.

➤ Un texte fondateur de référence. La Charte d'Ottawa (Canada) de 1986, établie à l'issue de la première Conférence internationale sur la promotion de la santé. Le principe de base : pour soigner durablement un être humain il faut l'envisager dans son environnement social et environnemental. Au delà de la santé, cette nouvelle approche vise le bien être des individus en société.

Conférence sur les dangers des OGM et du nucléaire J.P. Jaud : « Les deux grand scandales »





La salle 1 du Cinémanivel était presque pleine vendredi soir pour ce ciné-débat organisé par la Mutuelle des Pays de Vilaine et « De l'assiette au champ ; santé durable». A droite : Nicolas Defarge et Jean-Paul Jaud.

Il y a des films assommants qui vous endorment. Et puis il y a des films qui assomment en vous réveillant. Le film "Tous cobayes", de Jean-Paul Jaud entre dans la deuxième catégorie. Le public avait l'air d'avoir un pris un gros coup de massue sur la tête vendredi soir à la fin de la projection.

« Le temps de vous laisser reprendre vos esprits je vais vous raconter l'origine de ce film. C'était l'été 2009. Je finissais "Severn". J'étais à Barjac avec Gilles-Eric Séra-lini. Il m'a demander si je pouvais garder un secret (la fameuse étude sur l'OGM nk 603) sur une première mondiale, et si j'étais d'accord de réaliser cette expérience»

Trois ans plus tard, ce film sur «les deux plus grands scandales (OGM et nucléaire) de l'histoire de l'humanité est un événement historique. Je l'ai su dès les premiers jours de tournage. En Russie, on l'appelle "Le film du scandale". Nous accusons les autorités sanitaires qui sont censées nous protéger de ne pas faire leur travail.»

Le cinéaste était accompagné de Nicolas Defarge, coauteur avec Gilles-Eric Séralini, de l'étude sur les trois familles de rats nourris pendant deux ans avec de l'OGM de maïs nk 603, ce même OGM mélangé à du Round Up et du Round Up seul. « Je suis content d'être là pour exercer un droit de réponse.» L'étude fait l'objet de critiques depuis sa publication. Davantage sur la forme que sur le fond d'ailleurs. «Quand on cherche sur internet des informations sur nos contradicteurs, on leur trouve des liens avec l'industrie, Nestlé, Bayer ou Monsanto... On a jeté un pavé dans la mare. On espère un tsunami.» Jean-Paul Jaud n'hésite pas à parler de «bombe», comme celles qu'il fait péter dans son film. Qu'arriverait-il si une centrale nucléaire française explosait ? Les cercles radioactifs qui apparaissent alors à l'image font frémir. Si les OGM ne représentent pas un danger immédiat pour le vieux continent, on ne peut pas en dire autant pour le nucléaire. « Après Fukushima, le Japon n'en veut plus. En mai, tous leurs réacteurs étaient arrêtés. En France, aucun média en a parlé. Les Japonais ne s'éclairent pas pour autant à la bougie !» Et Jean-Paul Jaud d'appeler au boycott d'EDF? « S'abonner à Enercoop (fournisseur d'électricité non nucléaire) est très simple. Il suffit d'aller sur leur site Internet. Enercoop s'occupe de tout, de résilier votre abonnement à Edf. L'urgence est extrême. Il n'y a que vous qui pouvez changer les choses rapidement, pour les OGM comme pour le nucléaire.»

Vivre près d'une centrale nucléaire: attention danger. Selon une étude allemande publiée par la très sérieuse revue "International Journal of Cancer", « le risque pour les enfants de développer une leucémie est 2,2 fois plus élevé lorsque l'on habite dans un rayon de 5 km autour d'une centrale nucléaire ».

Financement de l'étude. Elle a coûté 3,2 millions d'euros dont une partie alimentée par la grande distribution. Pourquoi ? «Parce qu'elle a subi de grandes pertes financières avec l'affaire de la vache folle et qu'elle ne veut pas prendre de risque avec de la viande Ogm. Elle est responsable devant la loi de ce qu'elle vend», explique Nicolas Defarge. Elle voulait donc en avoir le coeur net. Leur objectif était d'abord économique pas philanthro-

Avenir du Pays de Redon Les citoyens motivés invités à participer!



La réunion du 26 septembre aura permis de mesurer l'intérêt du public. L'heure est venue de passer à l'action !

Quel avenir pour le Pays de Redon Bretagne Sud à l'horizon 2020 ? Les instances du territoire (Gip et Conseil de développement) sont en train d'imaginer une nouvelle feuille de route. La participation de la population est sollicitée, dans le cadre de quatre commissions thématiques. Elle se dérouleront au foyer de la Mapar de 18 h 30 à 20 h 30.

-1- Services à la population. Equipements (sportifs, enfance/jeunesse, personnes âgées...), promotion de la santé, accessibilité aux services / à l'information, accessibilité des personnes handicapées... Dates : Mardi 9 octobre et lundi 5 novembre.

-2- Attractivité du territoire. Tourisme, loisirs, culture, notoriété, qualité de vie... Dates : jeudi 11 octobre et mercredi 7 novembre .

-3- Economie, emploi et formation. Economie incluant l'activité agricole. Dates : mardi 16 octobre et 13 novembre.

-4-Espaces naturels et agricoles. Activité et productions agricoles, problématiques agricoles, foncier, protection... Dates : mercredi 17 octobre et jeudi 8 novembre. J.F.

➤ Inscriptions: par simple courriel (democratie@paysredon.fr) ou en contactant Fanny Renault au 02.99.70.38.49. On peut participer à plusieurs ateliers